

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'Etat en Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

AVIGNON, le 25/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENEDIS

150 rue Michel Cazaux

84000 Avignon

Références : D-00600-2022
Code AIOT : 0006400466

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement ENEDIS 150 rue Michel Cazaux 84000 AVIGNON. L'inspection a été annoncée le 27/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENEDIS
- 150 rue Michel Cazaux 84000 AVIGNON
- Code AIOT : 0006400466
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

La société ENEDIS est autorisée par arrêté préfectoral du 27/08/1993 à exploiter une station de transit (rubrique 2792-1-a) implantée 150 rue Michel Cazaux 84000 AVIGNON.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites apportées aux constats relevés lors de la visite d'inspection du 07/12/2017

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Justificatifs d'élimination, traçabilité des matériels reçus	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 7.5 et 7.6	demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours
10	rétention, étanchéité, vérifications périodiques	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 5.8	demande d'action corrective	Mise en demeure, respect de prescription	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Consigne sécurité inondation	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 8.7	demande d'action corrective	Sans objet
7	Situation administrative	Code de l'environnement du 13/04/2013, article R.543-33	demande d'action corrective	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	transmission des résultats d'analyses PCB	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 5,6	demande d'action corrective	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	sécurité	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 8.6	demande d'action corrective	Sans objet
5	pollution de l'eau et du sol	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 5.6	demande d'action corrective	Sans objet
6	aménagements	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 3.2	demande d'action corrective	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 5.7.1	demande d'action corrective	Sans objet
9	Interprétation des résultats	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 5.7.3	demande d'action corrective	Sans objet
11	vérification, entretien, accessibilité du matériel, sécurité	Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 8.1	demande d'action corrective	Sans objet
12	Déchets dangereux	Décret du 13/04/2010, article 2718	demande d'action corrective	Sans objet
13	traitement des déchets contenant des PCB/PCT	Décret du 27/12/2013, article ANNEXE	demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspecteur de l'environnement a constaté 4 non-conformités au cours de cette visite:

- l'inspection des Installations Classées propose à Madame la Préfète de Vaucluse, en application de l'article L.171-8 du code de l'environnement, de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions des articles 7.5, 7.6, et 5.8 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993 ;
- les constats relatifs à l'article 8.7 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993 et à l'article R.543-33 du code de l'environnement conduisent l'inspection à demander à l'exploitant d'engager des actions correctives. Le non-respect des prescriptions faisant l'objet de demandes d'actions correctives peut conduire l'inspection à proposer à Madame la Préfète de Vaucluse d'engager les suites administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : transmission des résultats d'analyses PCB

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, résultats d'analyses des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Une analyse semestrielle de ces eaux sera réalisée, les résultats en seront transmis à l'inspecteur des installations classées [...]
Constats du 07/12/2017 (fiche d'écart n°1) : « Les résultats d'analyses des eaux pluviales ne sont pas transmis à l'inspection des installations classées. Depuis le second trimestre 2016, et suite au changement de laboratoire d'analyses, les PCB ne sont plus analysés » Réponse de l'exploitant :« Envoyer les résultats d'analyses eau à la DREAL depuis 2014 + mettre l'accusé de réception de mail dans la base. Pour information eau pluviales à analyser avec les échantillons, 2 analyses : prélèvement sur la plaque à côté du bassin + ajouter un point de prélèvement en plus du 2 ^e séparateur. Eaux souterraines : analyses hydrogéologiques sur points amont et aval, en sachant qu'il faut prévoir une étude hydrogéologique pour voir si les points actuels sont ok. Les prélèvements doivent être faits au niveau de l'exutoire du bassin avec les analyses de PCB avec conclusion en fonction de l'arrêté à demander au labo de la Drôme » Constats du 04/10/2022 : le jour de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter l'ensemble des résultats d'analyses (sauf les résultats d'analyse du 1 ^{er} semestre 2022 site ICPE Avignon Courtine et communiqués par courriel du 17/05/2022). Toutefois, par courriel du 07/10/2022, il a communiqué les résultats des campagnes de mesures suivantes : 1) décembre 2016 2) mai et décembre 2017 3) mai et novembre 2019 4) mars et décembre 2021 5) avril 2022 Ces résultats font apparaître les valeurs mesurées pour les PCB (résultats conformes à la valeur limite imposée pour ce paramètre).
Observations : L'exploitant veillera à communiquer dès réception les résultats des analyses correspondantes à l'article 5.6 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993 à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Jusitificatifs d'élimination, traçabilité des matériels reçus

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 7.5 et 7.6
Thème(s) : Risques chroniques, élimination
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <u>article 7.5</u> : l'exploitant adressera trimestriellement à l'inspecteur des installations classées, une déclaration rendant compte des modalités et des justificatifs d'élimination des déchets produits ainsi que le devenir des appareils électriques stockés en transit <u>article 7.6</u> : l'exploitant adressera également le récapitulatif des matériels reçus avec leurs origines
Constats du 07/12/2017 (Fiche écart N° 2) : « L'exploitant n'adresse pas à l'Inspection des installations classées les informations prévues aux articles visés ci-dessous (7.5 et 7.6)». Réponse de l'exploitant :« Adresser trimestriellement à la DREAL un tableau des TFO arrivés sur site avec date d'arrivée, type d'élimination prévu, nom du prestataire. Nota : document fourni à partir du tableau de suivi de la cellule transfo + prise en compte des remarques formulées en séance. » Constats du 04/10/2022 : Article 7.5 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la transmission trimestrielle à l'inspecteur des installations classées de la déclaration rendant compte des modalités et des justificatifs d'élimination des déchets produits ainsi que le devenir des appareils électriques stockés en transit. Article 7.6 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier de la transmission du récapitulatif des matériels reçus avec leurs origines.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 8.6
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'installation sera équipée d'un système de détection de température associé à une téléalarme permettant la signalisation à tout moment d'une élévation anormale de température.
Constats du 07/12/2017 (Fiche écart N° 3): « le local PCB n'est pas équipé d'un système de détection de température associé à une téléalarme.
Réponse de l'exploitant : « Fournir à la DREAL les caractéristiques techniques de l'alarme existante, faire réaliser à la DIG une étude de pertinence de la demande au regard de l'installation existante. » Alarme incendie remise à niveau, avec capteurs de températures et ajout de diffuseurs sonores (pièces transmises à l'inspection par mail 31/05/2018)
Constats du 04/10/2022 : Le local PCB est équipé d'un système de détection de la température associé à une téléalarme permettant la signalisation à tout moment d'une élévation anormale de température.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Consigne sécurité inondation


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 8.7
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] L'exploitant prendra toute disposition nécessaire afin d'évacuer en temps utile la totalité du PCB présent dans le dépôt, en cas de risque d'inondation. En particulier, la consigne de sécurité en matière d'inondation, réalisée par EDF, sera mise en application dès que le niveau de pré-alerte du Rhône (cote 16,55 m NGF) sera atteint. Afin d'assurer l'efficacité de ces dispositifs, EDF veillera tout particulièrement à la bonne application des protocoles d'accord fixant les modalités de prévention des services d'EDF- GDF par le CNR des possibilités de crue émanant de tous les cours d'eau influant sur le débit du Rhône, et par EDF-GDF ingénierie pour ce qui concerne la Durance. La consigne de sécurité en matière d'inondation, les protocoles d'accord « prévention du risque crue » passées d'une part, entre EDF et la CNR et d'autre part, entre EDF et EDF-GDF ingénierie, ainsi que les courriers de la ville d'Avignon et de la CNR s'engageant à informer EDF de toute programmation de travail sur les digues de protection seront annexés au présent arrêté.</p>
<p>Constats du 07/12/2017 (Fiche écart N°4) : « L'exploitant ne dispose pas d'une consigne actualisée de sécurité en matière d'inondation ».</p> <p>Réponse de l'exploitant : « Mettre à jour la consigne d'exploitation du site de Courtine et notamment préciser les modalités du paragraphe 8.8 . Sur la base de la note ci-dessus actualisée, élaborer et afficher une consigne des modalités opérationnelle (format A4) à décliner sur site en cas d'alerte inondation ».</p> <p>Constats du 04/10/2022 : « L'exploitant ne dispose pas d'une consigne de sécurité en matière d'inondation ». Il déclare également ne pas disposer du niveau de cote d'alerte du Rhône malgré une sollicitation auprès du service dédié.</p> <p>Par courriel du 04/11/2022, l'inspection a réceptionné une note interne de la société ENEDIS et intitulée "consigne d'exploitation, de contrôle et de suivi des équipements ICPE d'Avignon Courtine v2", datée du 3 novembre 2022. Cette note, qui vise à répondre à plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral d'exploiter du 27/08/1993, prévoit l'évacuation immédiate des produits contenant du PCB dès l'atteinte de la côte de pré-alerte de 16,55mNGF. La note prévoit également que le suivi du niveau de cote d'alerte du Rhône sera réalisé désormais à l'aide de l'application "VIGICRUE". Cependant, cette procédure ne décrit pas les modalités opérationnelles d'évacuation des PCB en cas de risque inondation: aucune indication relative aux moyens utilisés pour l'évacuation des PCB n'est donnée, aucun lieu de stockage provisoire n'est mentionné, le personnel nécessaire à ces opérations n'est pas précisé,... En l'état, la procédure est donc insuffisante pour garantir l'évacuation des PCB en temps utile.</p>
Observations : sous un mois l'exploitant devra compléter la procédure en précisant les modalités opérationnelles d'évacuation des PCB (lieu de stockage provisoire, personnel nécessaire et moyens utilisés...)
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : pollution de l'eau et du sol

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, pollution de l'eau et du sol
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Les dispositions pratiques mises en œuvre devront être précisées dans une consigne diffusée et commentée au personnel [...]</p> <p>Constats du 07/12/2017 : REMARQUE 2 : L'Inspection note qu'une demande d'intervention en date du 6/11/2017 a été faite pour le nettoyage du séparateur d'hydrocarbures et du bassin 180 m³. Le nouveau séparateur installé en septembre 2013 devra être rajouté à cette prestation. Enfin, la surveillance et l'entretien des deux séparateurs devront être intégrés à la procédure « visite de site ».</p> <p>REMARQUE 3 : Suite aux travaux réalisés (mise en place d'un 2^e séparateur d'hydrocarbures) en septembre 2013, le plan des réseaux doit être mis à jour et le rejet en sortie du nouveau séparateur doit faire l'objet de prélèvements et d'analyses semestrielles, conformément à certaines dispositions de l'article 5.6 de l'arrêté d'autorisation d'exploiter</p> <p>REMARQUE 4 : Une consigne claire et concise sur les dispositions pratiques à mettre en œuvre au niveau des réseaux EP en cas d'accident doit être élaborée et affichée. Une formation aux dispositions de cette consigne doit être dispensée à tous les agents susceptibles d'intervenir.</p> <p>Constats du 04/10/2022 : Les remarques 2, 3 et 4 ont fait l'objet de complément d'informations satisfaisants de la part de l'exploitant. Un panneau relatif au réseau EP affiche sous forme de schéma les dispositions à effectuer en cas d'incident.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 3.2
Thème(s) : Risques accidentels, aménagements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les locaux de stockage des appareils contenant des PCB seront fermés et munis d'une toiture. Ils ne seront pas contigus aux locaux où sont exercées d'autres activités. Les sols de ces locaux seront étanches et réalisés en matériaux aisément décontaminables. Les éléments de construction seront réalisés en matériaux coupe feu de durée une heure et les portes seront pare-flamme une demi-heure.
Constats du 07/12/2017 : REMARQUE 5 : Le flocage d'une des poutrelles métalliques de la charpente du local PCB est à nouveau endommagé. L'exploitant devra procéder aux réparations du flocage et prendre les dispositions nécessaires pour protéger le flocage des chocs. REMARQUE 6 : L'exploitant adressera à l'Inspection le PV de réception des travaux réalisés au niveau du local PCB (remplacement porte et portail) justifiant de la résistance au feu des équipements mis en place. REMARQUE 15 : L'auvent situé à côté du local fermé PCB ne peut recevoir de transformateurs contaminés au PCB, conformément aux dispositions de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral du 27 août 1993 modifié, qui disposent que les locaux de stockage des appareils contenant des PCB seront fermés, et du dossier de demande d'autorisation d'exploiter. L'affichage à l'intérieur de l'auvent doit être rectifié. L'exploitant précise dans un mail du 13/04/2018 avoir réactualisé l'affichage.
Constats du 04/10/2022 : REMARQUE 5 : Une reprise du flocage sur les poteaux d'un côté du mur uniquement est visible . L'exploitant a initié des travaux entraînant une nouvelle configuration des lieux empêchant de constater la réparation effective relative au flocage sur les poutrelles métalliques de la charpente. En effet, l'exploitant a modifié la configuration du bâtiment destinée au stockage des PCB : il existe actuellement un cloisonnement entre la zone dédiée au stockage des PCB et un nouvel espace destiné à recevoir du matériel divers. Cette nouvelle configuration ne correspond pas aux attendus de l'article 3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter qui dispose que : « Les locaux de stockage des appareils contenant des PCB seront fermés et munis d'une toiture. <u>Ils ne seront pas contigus aux locaux où sont exercées d'autres activités...</u> ». L'exploitant a informé l'inspection a posteriori de la réalisation de ces travaux, par courrier reçu le 16/09/2019, précisant la nature des modifications apportées (plans, description sommaire des modifications techniques apportées,...).
<div>Reprise de flocage sur un côté du mur</div> <div></div> <div>Cloison entre le local PCB et le local à matériel</div>

Observations : Le courrier reçu le 16/09/2019, relatif aux modifications apportées au local de stockage des PCB, est actuellement en cours d'instruction par les services de la DREAL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 13/04/2013, article R.543.33
Thème(s) : Situation administrative, Agrément
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Tout détenteur, à quelque titre que ce soit, de déchets contenant des PCB est tenu de les faire traiter soit par une entreprise agréée dans les conditions définies à l'article R.543.33, soit dans une installation classée pour la protection de l'environnement autorisée à les traiter, soit dans une installation qui a obtenu une autorisation dans un autre Etat membre de l'Union européenne. Le mélange de déchets contenant des PCB avec d'autres déchets ou toute autre substance préalablement à la remise à l'entreprise agréée ou à l'installation autorisée est interdit.</p>
<p>Constats du 07/12/2017 : REMARQUE 7 : L'exploitant justifiera que son prestataire en Belgique (SUEZ) dispose de l'autorisation et/ou de l'agrément adéquat pour traiter les équipements et fluides contaminés par les PCB.</p>
<p>Constats du 04/10/2022 : un document a été communiqué par l'exploitant par courriel du 07/05/2018 pour un établissement situé en Belgique. Toutefois, au jour de l'inspection, l'exploitant déclare que l'élimination des PCB est effectuée par trois prestataires uniquement et implantés sur le territoire national. Il s'agit de : TREDI, APROCHIM, TRANSFO-SERVICES.</p>
Observations : L'exploitant s'assurera que les prestataires mentionnés sont pourvus de l'agrément nécessaire à la décontamination de déchets contenant des PCB conformément aux dispositions de l'article R.543-34 du code de l'environnement. Dès réception, il adressera par toute voie à sa convenance les justificatifs correspondants.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet
Proposition de délais : 30 jours

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines


Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 5.7.1
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Une surveillance de la qualité des eaux souterraines sera réalisée par l'intermédiaire d'un piézomètre judicieusement implanté à l'aval du dépôt. Constats du 07/12/2017 : REMARQUE 8 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier la pertinence du réseau de surveillance des eaux souterraines. Il convient de faire réaliser une étude hydrogéologique par un bureau d'étude compétent afin de vérifier la pertinence du réseau de surveillance actuel. Cette étude sera communiquée à l'Inspection des installations classées dès réception. Constats du 04/10/2022 : L'exploitant a transmis l'étude réalisée le 03/12/2018 et communiquée le 10/12/2018.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Interprétation des résultats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 5.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'eau prélevée fera l'objet de mesures, par un laboratoire agréé, des principales substances susceptibles de polluer la nappe compte tenu de l'activité de l'installation et notamment du PCB et des hydrocarbures. Les résultats de ces mesures seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Toute anomalie devra lui être Constats du 07/12/2017 : REMARQUE 9 : L'interprétation des résultats d'analyses des eaux souterraines qui était faite jusqu'en 2016 est erronée, car elle s'appuyait sur la comparaison aux valeurs limites fixées pour les rejets d'eaux pluviales dans l'arrêté d'autorisation d'exploiter. Les résultats doivent être interprétés en fonction de la comparaison amont/aval et l'évolution des concentrations. Constats du 04/10/2022 : L'étude réalisée le 03/12/2018 comporte la proposition d'un point amont. Il a été présenté en séance le rapport référencé 2022S08-V1 du 08/04/2022 campagne N°5 mars 2022 (CISMA-ENVIRONNEMENT): la synthèse des 4 campagnes de surveillance allant de l'année 2019 à l'année 2022 comprend des analyses sur les deux piézomètres aval, le séparateur 1 et le séparateur 2, le forage amont.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : rétention, étanchéité, vérifications périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 5.8
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le bon état de l'étanchéité des rétentions étanches prévues par les articles 5.2, 5.3 et 5.6 sera vérifié périodiquement. Conformément à une consigne

élaborée par l'exploitant et au moins une fois par mois.
<p>Constat du 07/12/2017 : REMARQUE 10 : L'Inspection note que l'exploitant a prévu d'intégrer la vérification du bon état de l'étanchéité des rétentions (y compris la rétention déportée du local PCB et le bassin 180 m³) aux vérifications prévues dans la procédure « visite de site ».</p> <p>Constats du 04/10/2022 : Le registre présenté en séance est incomplet : les vérifications périodiques ne sont pas étendues à la rétention déportée du local PCB. Lors de la visite il a été également constaté que le bassin de 180 m³ était encombré de plastiques ne permettant pas de s'assurer de l'étanchéité de ce dernier.</p>

Observations : L'étanchéité des ouvrages devra être vérifiée une fois par mois
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 30 jours

N° 11 : vérification, entretien, accessibilité du matériel, sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/08/1993, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, vérification, entretien, accessibilité du matériel, sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : [...] Ces matériels seront régulièrement vérifiés, entretenus aisément accessibles, à un endroit correctement signalé [...]</p>
<p>Constats du 07/12/2017 : REMARQUE 11 : Détection intrusion et incendie : L'exploitant adressera à l'Inspection le rapport de la dernière vérification périodique, qui n'a pu être présenté le jour de la visite.</p> <p>REMARQUE 12 : Installations électriques : L'exploitant adressera à l'Inspection le rapport de la dernière vérification périodique, qui n'a pu être présenté le jour de la visite.</p> <p>REMARQUE 14 : L'exploitant adressera à l'Inspection une copie du plan présentant la position des extincteurs sur le site. Il repérera les extincteurs qui doivent être remplacés suite aux conclusions de la dernière vérification périodique, et justifiera de leur remplacement.</p> <p>Constats du 04/10/2022 : REMARQUE 11 : le rapport de la dernière vérification périodique a été transmis</p>

par courriel du 13/04/2018.

Par ailleurs, par courriel du 04/11/2022, l'inspection a réceptionné les rapports annuels relatifs aux opérations de maintenance du système de sécurité incendie (SSI) pour le hangar et le bâtiment central (années 2018 à 2022), qui ont été réalisés par la société AXELIS-IT (les rapports annuels consultés ne portent aucune référence numérique).

Pour l'année 2021, l'opérateur note dans le rapport les observations suivantes:

a) hangar : Audibilité des diffuseurs sonores nulle dans le hangar local PCB (hauteur plafond 8 mètres). Pas de plans affichés à proximité de la centrale. Batterie du SSI à remplacer cette année, car elles ont plus de 4 ans. Absence de déclencheurs manuels au niveau des 3 issues de secours du hangar. Ajouter un détecteur incendie au dessus du SSI.

b) bâtiment principal : Absence de plans affichés à proximité de la centrale
Absence de flashes lumineux dans les toilettes/douches (X12)
Le contrôle d'accès doit se déverrouiller en cas d'alarme
Le déclencheur manuel entrée RDC côté atelier est à remplacer, car il ne s'enclenche pas correctement.

Pour l'année 2022, l'opérateur note dans le rapport les observations suivantes:

a) hangar: Absence de dossier SSI. Les portes de contrôle d'accès du hangar doivent se déverrouiller en cas d'alarme incendie. Le déclencheur manuel porte intermédiaire du hangar PCB ne fonctionne pas.

b) bâtiment principal : Absence de plans affichés à proximité de la centrale (devis en cours)
Absence de flashes lumineux dans les toilettes/douches (X14)
Le déclencheur manuel RDC garage à côté de la porte coulissante bleue est bloqué, il est à remplacer.

La détection intrusion est confiée à la société "Sécuriforce" qui effectue régulièrement des interventions. L'exploitant a justifié dans son envoi du 04/11/2022 les bons d'interventions correspondants.

REMARQUE 12 : le rapport de la dernière vérification périodique a été transmis par courriel du 13/04/2018.

Les rapports relatifs à la vérification des installations électriques portant sur l'abri véhicule PCB référencé 8468935004-1 (2018), 8468935-005-1 (2019) et R8468935-006-1 (2020) ne font pas apparaître de non-conformités. Par courriel du 04/11/2022, l'inspection a réceptionné le rapport dit quadriennal de vérification périodique des installations électriques du site ENEDIS courtine référencé 10481493/42.1.1.R, effectué par "Bureau Véritas" le 20/07/2021.

Outre l'absence d'éléments documentaires, le rapport consulté fait état de trois non-conformités relatives à la protection des installations.

Une attestation de levée de réserve en date du 29/09/2021 a été effectuée par la société DALKIA, justifiant du remplacement des trois dispositifs de protection défectueux.

REMARQUE 14 : L'entretien annuel des extincteurs a été effectué, leur mise en service est de 2012 et 2011. Le plan présentant la position des extincteurs sur le site a été présenté en séance.

Observations: L'exploitant devra transmettre, sous 3 mois, les justificatifs de

mise en conformité des dispositifs défectueux liés à la détection incendie, identifiés dans le rapport 2022 de la société AXELIS-IT.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Déchets dangereux

Référence réglementaire : Décret du 13/04/2010, article 2718
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. La quantité de déchets dangereux susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 1 t ou la quantité de substances dangereuses ou de mélanges dangereux, mentionnés à l'article R.511-10 du code de l'environnement, susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils A des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou mélanges 2. Autres cas (DC)</p> <p>Constats du 07/12/2017: REMARQUE 13 : L'Inspection a constaté la présence d'un stockage temporaire de poteaux en bois créosotés, en attente d'élimination. Ce stockage relève de la rubrique 2718 de la nomenclature ICPE. L'exploitant indique qu'ENEDIS bénéficie d'une dérogation du MTES pour le transit de ces déchets (à hauteur d'une quinzaine de poteaux par site). L'exploitant adressera à l'Inspection le courrier qui fait état de cette dérogation.cf mail du 25/05/2018 : dispositions dérogatoires (note du 25/04/2017) mais non applicables sur le site car ne répond pas aux critères de proximité. En l'état classable sous la rubrique 2718. activité supérieure à 1 tonne relève de l'autorisation : voir si l'exploitant à cesser cette activité.</p> <p>Constats du 04/10/2022: Absence de poteaux créosotés sur le site ENEDIS AVIGNON. L'exploitant déclare ne plus recevoir, ni stocker de poteaux créosotés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : traitement des déchets contenant des PCB/PCT

Référence réglementaire : Décret du 27/12/2013, article ANNEXE
Thème(s) : Risques chroniques, traitement des déchets contenant des PCB/PCT
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 2792 1. Installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/ PCT à une concentration supérieure à 50 ppm : a) La quantité de fluide contenant des PCB/ PCT susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 2 t b) La quantité de fluide contenant des PCB/ PCT susceptible d'être présente est inférieure à 2 t 2. Installations de traitement, y compris les installations de décontamination, des déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm, hors installations mobiles de décontamination
Constats du 07/12/2017 : REMARQUE 1 Par bordereau du 05/07/2018, il a été transmis pour avis le courrier du 6 juin 2018 de la société ENEDIS, dans lequel elle sollicite de bénéficier des droits d'antériorité sur la rubrique 2792-1a : « Installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm. La quantité de fluide contenant des PCB/PCT susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 2 t ». - Changement de dénomination sociale de la société prise en compte suite aux pièces transmises.
Constats du 04/10/2022 : l'exploitant déclare toujours d'actualité l'information communiquée par bordereau du 05/07/2018, dans lequel il a été transmis pour avis le courrier du 6 juin 2018 de la société ENEDIS, dans lequel elle sollicite de bénéficier des droits d'antériorité sur la rubrique 2792-1a : « Installations de transit, tri, regroupement de déchets contenant des PCB/PCT à une concentration supérieure à 50 ppm. La quantité de fluide contenant des PCB/PCT susceptible d'être présente est supérieure ou égale à 2 t »
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

PROJET D'ARRETE PREFECTORAL

**mettant en demeure la société ENEDIS pour l'exploitation
de son site implanté 150 rue Michel Cazaux 84000 AVIGNON**

LA PRÉFETE DE VAUCLUSE

- VU** le code de l'Environnement, notamment le titre Ier du livre V et son article L. 171-8 ,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 août 1993 autorisant EDF-GDF à exploiter une station de transit de matériels imprégnés de polychlorobiphényles (PCB) en zone industrielle de Courtine 3 ouest à Avignon,
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire N° 2013077-0002 du 18 mars 2013, actualisant l'arrêté préfectoral du 27 août 1993, autorisant le centre de distribution mixte d'Avignon d'Electricité de France à exploiter une station de transit de matériels imprégnés de polychlorobiphényles (PCB, d'une capacité de 22300 litres),
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du [date], relatif à la visite du 04 octobre 2022,
- VU** le projet d'arrêté de mise en demeure porté le [date] à la connaissance de l'exploitant,
- VU** les observations présentées par l'exploitant sur ce projet en date du [date],

CONSIDÉRANT que le 4 octobre 2022 une inspection a été réalisée sur le site ENEDIS 150 rue Michel Cazaux 84000 AVIGNON , exploitée par la société ENEDIS

CONSIDÉRANT que, lors de la visite précitée, l'inspecteur de l'environnement a constaté le non-respect des dispositions des articles :

- 7.5 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993 susvisé, en raison de l'absence de transmission de la déclaration rendant compte des modalités et des justificatifs d'élimination des déchets produits ainsi que le devenir des appareils électriques stockés en transit ;
- 7.6 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993 susvisé, en raison de l'absence de transmission du récapitulatif des matériels reçus avec leurs origines ;
- 5.8 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993 susvisé, car le bon état de l'étanchéité de la rétention déportée du local PCB n'est pas vérifié périodiquement et au moins une fois par mois;

CONSIDÉRANT que les non-conformités relevées lors de l'inspection du 04 octobre 2022 sont susceptibles de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que, par conséquent, il y a lieu de mettre en demeure la société ENEDIS dont le siège social est situé 34 place des Corolles 92 079 Paris La Défense cedex (s.a.i), pour son site implanté 150 rue Michel Cazaux 84 000 AVIGNON de respecter les dispositions des articles 7.5, 7.6, et 5.8 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993, conformément aux dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté,

SUR proposition de [XXXX],

A R R E T E

Article 1^{er}

La société ENEDIS, dont le siège social est situé 34 place des Corolles 92 079 LA DÉFENSE CEDEX, ci-après nommé l'exploitant, est mise en demeure de se conformer aux dispositions des articles suivants, pour l'exploitation de son site implanté 150 rue Michel Cazaux 84 000 AVIGNON :

a) les articles 7.5 et 7.6 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993 susvisé, sous 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, par la mise en place d'une déclaration trimestrielle à l'inspecteur des installations classées rendant compte :

- des modalités et des justificatifs d'élimination des déchets produits ainsi que le devenir des appareils électriques stockés en transit ;
- des matériels reçus avec leurs origines ;

b) L'article 5.8 de l'arrêté préfectoral du 27/08/1993 susvisé, sous 30 jours à compter de la notification du présent arrêté, par la vérification étendue à la rétention déportée du local PCB au minimum une fois par mois.

Les justificatifs démontrant le respect des prescriptions précitées doivent être transmis à Madame La Préfète de Vaucluse sous 30 jours à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2

Les frais engendrés par l'application des dispositions de l'article 1 sont à la charge de la société ENEDIS

ARTICLE 3

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 4

Le présent arrêté préfectoral est soumis à un contentieux de pleine

juridiction.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88010 - 30941 NÎMES cedex 09 par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 5

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, l'Unité-Interdépartementale Vaucluse-Arles, le directeur départemental adjoint de la protection des populations, le maire d'Avignon, le directeur régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le commandant du groupement de la gendarmerie de Vaucluse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.